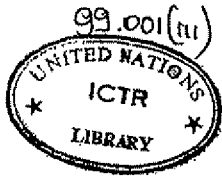


Les deux organisations auteurs de cet ouvrage tiennent à adresser leurs plus vifs remerciements à Monsieur Gilles Peress pour la photographie de couverture, ainsi qu'à Messieurs Jean-Pierre Chrétien et Jean-François Dupaquier pour l'autorisation de reproduire des caricatures publiées dans l'ouvrage *Rwanda. Les médias du génocide*, Paris, Karthala, octobre 1995.

La version anglaise de ce livre a été publiée par Human Rights Watch (New York) sous le titre *Leave none to tell the story*.



KARTHALA sur internet : <http://www.karthala.com>

© Éditions KARTHALA, 1999
ISBN : 2-86537-937-X

HUMAN RIGHTS WATCH
FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME

K0231392

Aucun témoin ne doit survivre

Le génocide au Rwanda

Rédigé par Alison Des Forges
sur la base des recherches de :

Alison Des Forges
Timothy Longman
Michèle Wagner
Lynn Welchmann
Kirsti Lattu

Eric Gillet
Catherine Choquet
Christine Deslaurier
Trish Hiddleston
Jemera Rose

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS

La prédisposition des soldats français à être influencés par les autorités locales explique en partie leur lenteur à sauver des Tutsi à Biseseero, un incident qui venait symboliser l'indifférence française devant le génocide. Le 26 juin, le journaliste Sam Kiley informa les soldats français que les Tutsi étaient attaqués chaque nuit à Biseseero, ce haut lieu de résistance décrit précédemment. Il leur montra exactement sur une carte où les Tutsi étaient localisés, à quelques kilomètres de distance seulement d'un camp français¹⁶⁴. L'officier commandant, le capitaine Marin Gillier envoya le jour suivant, une petite patrouille dans cette direction. D'après les survivants Tutsi, ils parlèrent avec ces soldats qui promirent de revenir dans trois jours. Les Tutsi racontent que les soldats étaient accompagnés par les autorités locales et que le fait de se présenter à ces autorités pour parler avec les Français les avait exposés peu de temps après à une attaque qui tua un bon nombre d'entre eux¹⁶⁵. Selon le témoignage de Gillier, la patrouille ne trouva aucun Tutsi, mais les autorités locales l'informèrent que des infiltrés du FPR avaient pénétré dans la région et qu'ils les menaçaient¹⁶⁶. À une occasion au moins, les soldats français avaient entendu des coups de feu à Biseseero et Gillier savait, comme il le déclara aux journalistes, que des gens étaient tués toutes les nuits. Mais il fit remarquer qu'il ne voulait pas être « impliqué dans des affaires politiques » et refusa de dire qui étaient les victimes et qui étaient les tueurs¹⁶⁷.

Gillier demanda la permission le 27 juin et de nouveau le 28 juin, d'enquêter sur la situation à Biseseero. Il ne reçut pas de réponse et hésita à agir de son propre chef, expliqua-t-il plus tard, parce que ses forces — qui selon la presse étaient composées de près de soixante-dix soldats français du corps d'élite — pouvaient être exposées à des risques¹⁶⁸. L'état-major de l'opération, se référant sans doute à l'information que Gillier avait reçue des autorités locales, déclara aux

pp.51, 56 : Corine Lesnes, « M. Léotard craint de nouvelles difficultés pour le dispositif "Turquoise" », *Le Monde*, 1er juillet 1994.

164 Gillier, cherchant peut-être à anticiper la question de savoir pourquoi il n'avait pas agi suite aux informations des journalistes, décrit la rencontre en restant dans un flou trompeur et dit qu'il les avait pris pour des agents du renseignement. Assemblée Nationale, Mission d'Information commune, *Enquête*, Tome II, Annexes, p.404.

165 African Rights, *Resisting Genocide, Biseseero, April-June 1994*, Witness n°8, pp.61-64.

166 Assemblée Nationale, Mission d'Information commune, *Enquête*, Tome II, Annexes, p.402.

167 Robert Bloek, « French troops rescue starving Tutsi », *The Independent*, 1er juillet 1994.

168 Assemblée Nationale, Mission d'Information commune, *Enquête*, Tome II, Annexes, p.403.

K0231783

journalistes que le nombre de soldats bien armés du FPR qui pouvaient avoir franchi les lignes gouvernementales et infiltré les rives du lac Kivu, s'élevait jusqu'à un ou deux milliers d'hommes¹⁶⁹. Aussi étonnant que cela paraisse, les troupes d'élite de reconnaissance, équipées comme elles l'étaient de lunettes de vision nocturne, n'avaient trouvé aucune preuve d'infiltration et les officiers commandant l'opération ayant à leur disposition de nombreux avions et hélicoptères sophistiqués, n'ordonnèrent apparemment aucune reconnaissance aérienne pour découvrir si des soldats du FPR se trouvaient effectivement dans la zone.

Le 29 juin, le ministre de la Défense, François Léotard se rendit au poste français près de Biseseero, pour une visite d'inspection. Gillier lui fit un compte rendu de la situation, y compris de la possibilité que des Tutsi aient besoin d'être secourus dans la région. Selon le correspondant du *New York Times*, Raymond Bonner, qui interrogea des soldats sur les lieux, Léotard « rejeta toute opération pour évacuer ou protéger les Tutsi encerclés à Biseseero », déclarant que les Français ne disposaient pas de troupes suffisantes pour protéger tout le monde. Cependant, un journaliste français rapporta qu'au moment où Léotard quittait les lieux, il changea d'avis suite à l'interrogation obstinée du correspondant du *New York Times* et ordonna l'envoi de troupes le jour d'après. Ce récit n'indique pas où les soldats devaient être envoyés. Gillier indiqua plus tard que l'objectif était de permettre l'évacuation d'un prêtre Français d'une église située au delà de Biseseero. Gillier raconte la découverte des Tutsi en danger par un détachement de soldats, comme s'il s'agissait d'une rencontre fortuite, le résultat d'un hasard. Dès que lui et la plupart de ses troupes arrivèrent le 30 juin à l'église, il reçut un message radio de la part d'autres soldats qui avaient rebroussé chemin après avoir vu « quelques personnes différentes de celles que nous croisons depuis notre arrivée ». Ils avaient découvert les Tutsi et lancèrent immédiatement un appel au secours¹⁷⁰.

Lorsque Gillier et le reste de sa force atteignirent le site, ils purent sans difficulté distinguer les tueurs des victimes. Une bande d'assailants armés s'étaient rassemblés sur une colline voisine, au mo-

169 Agence France Presse, « Des forces du FPR seraient parvenues jusqu'au lac Kivu », BQA n° :4245, 30/06/94, p.31.

170 Raymond Bonner, « Grisly Discovery in Rwanda Leads French to Widen Role », *New York Times*, 1er juillet 1994 ; Corine Lesnes, « M. Léotard craint de nouvelles difficultés pour le dispositif "Turquoise" », *Le Monde*, 1er juillet 1994. Sollicité à deux reprises pour commenter ce récit, Mr. Léotard répliqua qu'il était déploré de relancer le débat sur cette « cette opération d'assistance [qui a produit] des résultats qui ont depuis bénéficié d'une reconnaissance internationale indiscutée », F. Léotard, à Catherine Choquet, FIDH, 25 septembre 1996.

ment où des Tutsi survivants, en loque, affamés et blessés émergeaient des bois et des grottes. Confrontés finalement à la réalité du génocide, ces troupes françaises fournirent une protection, de la nourriture et une assistance médicale aux survivants Tutsi. Sur les 800 personnes qui sortirent peu à peu des bois, environ 300 avaient besoin d'une assistance médicale, et pour une centaine il y avait urgence¹⁷¹.

Le matin suivant, les soldats partirent à pied dans la vallée de Biseseero inaccessible en véhicule motorisé, et découvrirent des centaines de corps, beaucoup des personnes se trouvant là avaient été récemment massacrées. Gillier rapporte que c'était « insupportablement »¹⁷². Il demanda avec insistance à un cameraman de la télévision de filmer les corps, en disant « les gens doivent voir cela »¹⁷³. Les soldats ne découvrirent aucune arme ou autres preuves que les Tutsi étaient des infiltrés du FPR, ce qui conduisit le Sgt. Major Thierry Prungraud à dire avec regret : « Nous avons été manipulés. Nous pensions que les Hutu étaient de braves types et des victimes. »¹⁷⁴ Certains soldats qui avaient, au départ, été ravis de l'accueil chaleureux de la part des miliciens, rejetaient désormais leurs marques d'amitié. Ainsi que l'un d'eux le déclara : « J'en ai marre d'être acclamé par des assassins. »¹⁷⁵ Un officier français qui avait formé des soldats de la Garde présidentielle, fut si traumatisé par les crimes que les hommes qu'il avait formés pouvaient avoir commis, qu'il s'effondra et pleura¹⁷⁶. Le commandant de l'opération Turquoise, le général Lafourcade, déclara que les responsables rwandais avaient fait un coup monté pour éviter que les Français n'interviennent à Biseseero¹⁷⁷.

Bien qu'ils reconnaissent les crimes et les tromperies des autorités génocidaires, les militaires français ne se montrèrent pas pour autant plus conciliants envers le FPR. Voyant la défense de la ville de Kigali par les troupes gouvernementales s'effondrer devant une at-

171 Assemblée Nationale, Mission d'Information commune, *Enquête*, Tome II, Annexes, p.405.

172 Ibid., p.406.

173 Raymond Bonner, « As French Aid the Tutsi, Backlash Grows », *New York Times*, 2 juillet 1994.

174 Ibid.

175 De la Grange, « Les ambiguïtés de "Turquoise" ».

176 Patrick Saint-Exupéry, « France-Rwanda : le temps de l'Hypocrisie », *Le Figaro*, 15 janvier 1998.

177 Corine Lesnes, « Le chef de l'opération "Turquoise" prévient que le FPR va progresser jusqu'à la limite de la zone humanitaire », *Le Monde*, 3 juillet 1994 ; Chris McGreal, « Hunted Rwandans Tell of Courage Amid Cruelty », *The Guardian*, 4 juillet 1994.

K0231784

taque persistante du FPR, les experts militaires de Paris préférèrent une « catastrophe » si le FPR emportait une « victoire totale »¹⁷⁸. Le 30 juin, le général Germanos ordonnait aux soldats français dans le nord de maintenir « le dispositif actuel » jusqu'à Mukamira, situé à une vingtaine de kilomètres du front de Ruhengeri, et ordonnait à ceux postés au sud d'effectuer des sorties quand il était nécessaire d'évacuer les personnes en danger à Butare¹⁷⁹. Un petit avion français et un hélicoptère atterrirent à Butare le 1er juillet et repartirent le jour d'après avec quelques religieux, dont l'évêque de Butare et certains professeurs de l'université¹⁸⁰. Lors d'une deuxième mission effectuée le 3 juillet et décrite plus haut, le FPR fit feu sur les troupes françaises. Le jour suivant, à midi, les troupes françaises à Gikongoro reçurent l'ordre de constituer un front contre l'avancée du FPR. Ils creusèrent des tranchées, certains d'entre eux semblaient anticiper les combats avec, pour le moins, un certain plaisir. Le colonel Thibault aurait déclaré que si le FPR défiait « la ligne dans le sable » tracée par les Français : « Nous ouvrirons le feu contre eux sans hésitation [...] et nous en avons les moyens. »¹⁸¹

Les autorités rwandaises locales et nationales firent de leur mieux pour inciter les Français à entrer en conflit avec le FPR. Callixte Kalimanzira du ministère de l'Intérieur demanda au gouvernement intérimaire « d'intervenir auprès des Français stationnés à Cyangugu pour protéger ces populations innocentes menacées par les Inkotanyi », dans la préfecture de Butare¹⁸². Le préfet de Cyangugu insista pour que les Français aillent « dans la zone du FPR et libère nos populations civiles prises en otage par les rebelles », un désir exprimé aussi par les préfets de Butare et de Ruhengeri¹⁸³. Le ministre des Affaires étrangères Bicomupaka demanda à la France d'ordonner à ses troupes de stopper l'avance du FPR et de s'interposer

178 Agence France Presse, « Paris mise sur l'humanitaire et la diplomatie », BQA n°14243, 30/06/94, p.36.

179 Assemblée Nationale, Mission d'Information commune, *Enquête*, Tome I, Rapport, p.311.

180 Human Rights Watch/FIDH, entretien au téléphone, Antwerp, 20 janvier 1999.

181 Raymond Bonner, « French Establish a Base in Rwanda to Block Rebels », *New York Times*, 5 juillet 1996.

182 Télégramme, Callixte Kalimanzira à Mininter-Minadef, n°94/066, 28 juin 1994 (préfecture de Butare).

183 Prunier, *The Rwanda Crisis*, p. 293. Lindsey Hilsum, « Rwandan rebels Advance as French Forces Hang Back », *The Guardian*, 2 juillet 1994 ; Karin Daviss, « Below the Volcanos, Hutus Wait for the Enemy », *Associated Press*, 8 juillet 1994.